

**ENTENTE ENTRE**

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA,  
REPRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE DE RESSOURCES NATURELLES CANADA  
AGISSANT PAR L'INTERMÉDIAIRE DU SECTEUR DES SCIENCES DE LA TERRE,  
DIRECTION DE L'ARPENTEUR GÉNÉRAL**

**ET**

**L'ARPENTEUR GÉNÉRAL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE,  
BUREAU DES TITRES FONCIERS ET DES LEVÉS**

**ET**

**LE GESTIONNAIRE EN CHEF, DIRECTION DES SERVICES DE GESTION DES  
ACTIVITÉS  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE**

**CONCERNANT LES ARPENTAGES OFFICIELS DES ROUTES SITUÉES SUR OU  
TRAVERSANT LES RÉSERVES INDIENNES, LES TERRES SECHELTES ET LES  
TERRES DE LA PREMIÈRE NATION DE WESTBANK**

**La présente entente est conclue à Vancouver, Colombie-Britannique**

## **DÉFINITIONS**

« Route publiée dans la Gazette » désigne une route dans une réserve indienne qui a fait l'objet d'un avis publié dans la *British Columbia Gazette* avant le 3 février 1930 pour les réserves indiennes situées dans l'ancienne Zone du chemin de fer ou du Bloc de la rivière La Paix, ou publié avant le 29 juillet 1938 pour les réserves indiennes situées à l'extérieur de l'ancienne Zone du chemin de fer ou du Bloc de la rivière La Paix.

« Route » ou « routes » désigne une route ou des routes conformément à la définition de la *Transportation Act*, R.S.B.C. 2004, ch. 44.

« Réserve indienne » désigne une réserve conformément à la définition de la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. 1985, ch. I-5, les terres de la première nation conformément à la définition de la *Loi sur la gestion des terres des premières nations*, L.C. 1999, ch. 24, les terres secheltes conformément à la définition de la *Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte*, L.C. 1986, ch. 27, et les terres de Westbank selon la définition de la *Loi sur l'autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank*, L.C. 2004, ch. 17.

## **OBJECTIF**

La présente entente concerne les arpentages officiels des terres et ne concerne pas la nature du droit, du titre ou de l'intérêt sur les terres. La présente entente est sans préjudice à toute position que les parties pourraient avoir relativement à la propriété ou à l'administration et au contrôle des terres concernées.

L'objectif de la présente entente vise à permettre d'effectuer l'arpentage officiel des routes situées sur, ou traversant, les réserves indiennes de la Colombie-Britannique conformément à la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* lorsque:

- il est nécessaire d'utiliser des terres situées dans des réserves indiennes pour des routes, en vertu de l'article 10 de la *Transportation Act*, R.S.B.C. 2004, ch. 44;
- les routes situées sur, ou traversant, une réserve indienne doivent être arpentées parce que les routes ou des tronçons de route doivent être fermés et transférés au gouvernement du Canada; et
- une route existante non arpentée traversant une réserve indienne doit faire l'objet d'un arpentage légal. Ces arpentages peuvent être requis pour des routes en usage qui existaient avant l'établissement de la réserve indienne, pour des routes publiées dans la Gazette qui existaient avant l'établissement de la réserve indienne, ou pour des routes indiquées dans des concessions de terres de la Couronne que le Canada a par la suite réservées à titre de réserve indienne.

## **PORTÉE**

L'arpenteur général des terres du Canada est responsable des arpentages officiels des terres du Canada et d'en règlementer la qualité, de faire appliquer les normes, et de conserver les registres de ces arpentages. Les normes pour ces arpentages sont énoncées dans les *Normes nationales pour l'arpentage des terres du Canada*. En vertu de l'article 24 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*, le terme « terres du Canada » désigne notamment les terres cédées ou une réserve conformément à la définition de la *Loi sur les Indiens*, et les terres secheltes conformément à la définition de la *Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne sechelte*.

L'arpenteur général de la Colombie-Britannique est responsable du maintien de la qualité de la structure provinciale des arpentages et de donner des recommandations et des directives en matière d'arpentages aux ministères et aux organismes provinciaux. Les normes pour les arpentages des terres de la province sont énoncées dans les 'General Survey Instruction Rules' et tenues à jour par l' 'Association of British Columbia Land Surveyors'.

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure est responsable de l'administration et de la surveillance des routes, de la préparation des cartes, plans et estimés pour les routes, et de l'approbation des plans d'arpentage de routes traversant une réserve indienne.

## **DURÉE**

La présente entente entrera en vigueur à la date de la signature par les parties et prendra fin le 1<sup>er</sup> septembre 2024, sauf si elle est résiliée à une date antérieure conformément aux dispositions de l'entente. L'entente peut être prolongée avec le consentement écrit des parties avant la date d'expiration de l'entente.

## **RESPONSABILITÉS DES PARTIES**

Il n'y aura aucun échange de fonds entre les parties dans le cadre de la présente entente. Chaque partie devra payer les dépenses et les coûts engagés pour respecter ses obligations dans le cadre de l'entente. Une partie ne pourra être tenue responsable des frais engagés par l'autre partie, sauf si elle a obtenu le consentement écrit préalable de l'autre partie.

## **ENTENTE**

L'arpenteur général des terres du Canada, l'arpenteur général de la Colombie-Britannique et le ministère des Transports et de l'Infrastructure ont convenu que les arpentages officiels pour:

- a) des parties de réserves indiennes faits pour faciliter le transfert de ces parties à la Colombie-Britannique aux fins de l'article 10 de la *Transportation Act*;
- b) des tronçons de routes traversant une réserve indienne faits pour faciliter leurs fermetures et leur transferts au gouvernement du Canada; et
- c) des tronçons de routes situées dans les réserves indiennes faits pour déterminer leurs étendues

seront fait conformément aux Instructions supplémentaires jointes à l'Annexe 1.

## **ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente entente entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de la signature de l'entente par toutes les parties. Les arpentages entrepris avant l'entrée en vigueur de la présente entente sont effectués conformément aux normes en vigueur à la date de publication des instructions d'arpentage.

## **MODIFICATION**

La présente entente peut être modifiée avec le consentement écrit de toutes les parties. Toute modification à la présente entente entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de la signature de l'entente modifiée par les mêmes parties et aux mêmes conditions énoncées dans l'entente originale.

## **RÉSILIATION**

La présente entente peut être résiliée en tout temps par n'importe lequel des trois parties au moyen d'un avis écrit.

## **CESSION**

La présente entente ne peut être cédée, en tout ou en partie, par une partie sans avoir obtenu le consentement écrit préalable de l'autre partie et toute cession effectuée sans avoir obtenu ledit consentement est nulle et non valide.

## **LOI APPLICABLE**

La présente entente doit être interprétée conformément aux lois en vigueur dans province de la Colombie-Britannique.

## **INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE**

La présente entente constitue l'ensemble des accords qui existent entre les parties relativement à l'objet de la présente entente, et remplace toutes négociations, communications et ententes, verbales ou écrites, précédentes entre les parties relativement à l'objet susmentionné.

“Signé”

19 juin, 2015

\_\_\_\_\_  
Peter Sullivan, ALS, ATC

\_\_\_\_\_  
Date

Arpenteur général des terres du Canada

Ressources naturelles Canada

“Signed”

5 mai, 2015

\_\_\_\_\_  
Mike Thomson, BCLS

\_\_\_\_\_  
Date

Arpenteur général de la Colombie-Britannique

Bureau des titres fonciers et des levés de la C.-B.

“Signed”

5 mai, 2015

\_\_\_\_\_  
Garth Stewart

\_\_\_\_\_  
Date

Gestionnaire principal, Relations avec les Autochtones

Ministère des Transports et de l'Infrastructure

## **ANNEXE 1**

Instructions supplémentaires pour l'arpentage officiel des routes situées sur ou traversant les réserves indiennes.

### **1. Textes officiels**

*La Loi sur l'arpentage des terres du Canada* (L.R.C., 1985, ch. L-6) et les Normes pour l'arpentage des terres du Canada.

Sauf indication contraire dans des instructions d'arpentage spécifiques, l'arpentage doit être effectué conformément à la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*, aux Normes pour l'arpentage des terres du Canada et à ces présentes instructions supplémentaires.

### **2. Qualifications des arpenteurs**

L'arpentage doit être effectué par un arpenteur des terres du Canada qui détient aussi un brevet d'arpenteur de la Colombie-Britannique.

### **3. Agents de l'arpenteur général des terres du Canada, de l'arpenteur général de la Colombie-Britannique et du ministère des Transports et de l'Infrastructure.**

Le gestionnaire du Bureau régional de la C.-B., de la Direction de l'arpenteur général, Ressources naturelles Canada (RNCAN), est la personne-ressource pour l'arpenteur général des terres du Canada. Un arpenteur général adjoint de la Division de l'arpenteur général, Bureau des titres fonciers et des levés, est la personne-ressource pour l'arpenteur général de la Colombie-Britannique. Le gestionnaire principal, Relations avec les Autochtones, Direction des services de gestion des activités, ministère des Transports et de l'Infrastructure, est la personne-ressource pour le ministère des Transports et de l'Infrastructure.

## **AVIS**

Tout avis qui doit être donné ou fait, par n'importe lequel des parties en vertu de la présente entente, doit être fait par écrit et est valide s'il est envoyé par courrier recommandé, par télécopieur ou par courriel, ou s'il est livré en personne aux adresses suivantes:

#### **Ressources naturelles Canada**

Gestionnaire, Bureau régional de la C.-B.  
Direction de l'arpenteur général  
Suite 1501 - 1138 Melville Street  
Vancouver, C.-B. V6E 4S3  
Téléphone: 604-666-5313

#### **Bureau des titres fonciers et des levés**

Arpenteur général adjoint  
Division de l'arpenteur général  
Bureau des titres fonciers et des levés  
Suite 200 - 1321 Blanshard Street  
Victoria, C.-B. V8W 9J3

## **Ministère des Transports et de l'Infrastructure**

Gestionnaire principal, Relations avec les Autochtones

Direction des services de gestion des activités

4<sup>ème</sup> étage, 940 Blanshard Street

Victoria, C.-B. V8W 3E6

Téléphone: 250-356-6306

### **4. Des instructions d'arpentage sont nécessaires dans les cas suivants:**

4.1 L'arpentage de parties de terres du Canada (réserves indiennes) fait pour faciliter le transfert de ces parties à la Colombie-Britannique à des fins de routes;

4.2 L'arpentage de tronçons de routes traversant des terres du Canada (réserves indiennes) fait pour faciliter leurs fermetures et leurs transferts au gouvernement du Canada; et

4.3 L'arpentage de routes ou de tronçons de routes situées sur, ou traversant, des terres du Canada (réserves indiennes) fait pour déterminer leurs étendues.

5. Lorsqu'il est nécessaire d'effectuer des arpentages de routes dans le cadre de la présente entente, l'arpenteur doit demander des instructions d'arpentage au gestionnaire, bureau régional de la C.-B. Toutes demandes d'instructions doivent être faites en utilisant le site web MonSATC à l'adresse [www.monsatc.ca](http://www.monsatc.ca).

6. Le ministère, ou tout autre organisme chargé d'administrer les terres, est l'autorité pour autoriser un arpentage.

### **7. Arpentages de routes existantes à l'intérieur d'une réserve indienne.**

7.1 À moins d'indication contraire dans les instructions spécifiques d'arpentage, tous les arpentages de routes traversant une réserve indienne, à l'exception des nouvelles parties de routes, doivent être effectués conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*. Le plan doit contenir un tableau des superficies comportant:

- a) la description officielle de chaque parcelle traversée par la route;
- b) la superficie de chaque parcelle incluse dans la route; et
- c) la superficie des routes existantes pour les terres visées par le plan.

- 7.2 Dans une réserve indienne, lorsqu'une route qui n'a jamais été arpentée doit être définie, un plan fait conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* peut être utilisé; et
- 7.3 Dans une réserve indienne, lorsqu'une route ou un tronçon de route existant déjà arpenté doit être arpenté de nouveau, un plan fait conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada* peut être utilisé.
8. Si la route est une route qui n'a jamais été arpentée, son emplacement et sa largeur doivent être établies en utilisant les meilleurs évidences et documents historiques disponibles. La largeur actuelle ou convenue entre les limites extérieures des accotements, à l'exception des fossés, doit être indiquée.
- 8.1 Une route qui n'a jamais été arpentée et qui doit être fermée ne nécessite pas de bornes, sauf si cela est indiqué dans des instructions spécifiques d'arpentage.
9. Lorsque des nouvelles terres doivent être prises de la réserve indienne pour la route et que des anciennes routes doivent être fermées, deux plans d'arpentage distincts sont nécessaires:
- 9.1 Les terres qui doivent être acquises de la une réserve indienne doivent être arpentées conformément à l'article 29 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*;
- 9.2 Les routes qui doivent être fermées peuvent être définies conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*.
10. Lorsque des parties d'une réserve indienne doivent être arpentées pour une route conformément à l'article 29 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*:
- Le plan doit contenir un tableau des superficies comportant:
- a. la description officielle de chaque parcelle à l'intérieur de la réserve indienne qui est affectée par la route;
  - b. la superficie de chaque parcelle incluse dans la route;
  - c. la superficie totale des routes visées par le plan; et
  - d. s'il y a lieu, la superficie de la route existante située dans chaque parcelle.
11. En pratique, après avoir effectué un arpentage conformément à l'article 29 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*, l'arpenteur doit présenter une copie du plan en format PDF au gestionnaire principal, Relations avec les Autochtones, Direction

des services de gestion des activités, ministère des Transports et de l'Infrastructure, et demander leur approbation.

12. En pratique, après avoir effectué un arpentage conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*, l'arpenteur doit présenter une copie du plan en format PDF au gestionnaire principal, Relations avec les Autochtones, Direction des services de gestion des activités, ministère des Transports et de l'Infrastructure, et demander leur approbation.

13. Plans traitant des routes existantes en usage, et non arpentées:

- 13.1 Lorsqu'un plan traite une route existante en usage, et non arpenté, située dans une réserve indienne, l'arpentage de la route peut être fait conformément à l'article 29 ou à l'article 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*.

- 13.2 Le plan d'arpentage doit contenir un énoncé indiquant que les parcelles de route montrées sur le plan peuvent faire l'objet d'une revendication du ministère des Transports et de l'Infrastructure en vertu du décret 1036 ou du C.P. 208.

14. Plans visant une route publiée dans la Gazette qui traverse une réserve indienne:

- 14.1 Une route qui a été établie par un avis dans la British Columbia Gazette (route publiée dans la Gazette) peut être arpentée conformément à la section 29 ou la section 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*.

15. Plans pour définir une route traversant une réserve indienne, et établie par une concession de terre provinciale:

- 15.1 Une route traversant une réserve indienne, et établie par une concession de terre provinciale, peut être arpentée conformément à la section 29 ou la section 31 de la *Loi sur l'arpentage des terres du Canada*;

- 15.2 Le plan doit contenir un énoncé indiquant que la route a été établie par la concession de terre xx/aaaa en date du jour/mois/année;

- 15.3 Le plan doit aussi contenir un énoncé indiquant que la route montrée sur le plan peut faire l'objet d'une revendication du ministère des Transports et de l'Infrastructure.